



## Sommaire

### ÉDITORIAL

1

### DÉMARCHE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION D'UNE REVUE TECHNIQUE ET INSTITUTIONNELLE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION STATISTIQUE

2

### NOUVELLES D'AFRISTAT

5

### ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

6

### AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

8

### ACTIVITÉS INTERNATIONALES

9

### ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

10

### RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES

11

## Éditorial



Ce deuxième trimestre 2012 a été notamment marqué, d'une part, par l'organisation à Cotonou, du 16 au 22 juin de la 25<sup>e</sup> réunion du Comité de direction et de la réunion spéciale des directeurs généraux des instituts nationaux de statistique des États membres sur le devenir d'AFRISTAT après 2015, la gestion de l'importante question de la coordination des systèmes statistiques nationaux sur laquelle l'article de fond a été rédigé, et d'autre part, la poursuite de la mise œuvre du plan d'action 2012 et des appuis techniques.

Suite au report des réunions statutaires d'avril 2012, des approfondissements ont été apportés aux différents dossiers, notamment aux réflexions stratégiques

sur la restructuration organisationnelle et institutionnelle et la reconstitution du Fonds AFRISTAT 2016-2025, ce qui a permis de proposer un document de travail plus complet à examiner en réunion spéciale.

Concernant la coordination statistique, les revues technique et institutionnelle des systèmes d'information sur le marché du travail réalisées dans quelques États membres dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail décent coordonné par le CIF-OIT ont abouti à la définition d'une démarche pour la mise en place de cadres de production et de dialogue pour les statistiques sectorielles. Ces cadres contribueront à l'amélioration des statistiques et la coordination dans les domaines concernés.

Poursuivant la mise en œuvre du plan d'action 2012, des appuis techniques ont été apportés aux États membres dans les domaines de la programmation stratégique, de la comptabilité nationale, des prix, des enquêtes auprès des ménages, des statistiques sociodémographiques et des statistiques d'entreprises.

Enfin, après six mois d'activités, il m'a paru nécessaire de vous donner mes appréciations sur la mission qui m'a été confiée et de mieux préciser ma vision à travers l'interview de la rubrique « Nouvelles d'AFRISTAT ».

Cosme VODOUNOU, Ph. D.  
Directeur Général d'AFRISTAT

AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80/20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

# Démarche générale pour la réalisation d'une revue technique et institutionnelle d'un système d'information statistique (SIS)

Présenté par Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages

Le développement et la mise en place des systèmes d'information statistique (SIS) ont pour avantage de créer une synergie autour d'un même centre d'intérêt, notamment la pertinence, la fiabilité et la fraîcheur des données. Ainsi, le SIS est un cadre de référence dans lequel se retrouvent producteurs et utilisateurs pour échanger sur le type d'information à produire.

À titre d'exemple, dans les États membres d'AFRISTAT, des informations statistiques sont produites dans plusieurs domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'emploi, l'environnement, etc. Il est fréquent d'observer que des acteurs, qui s'intéressent au même domaine, produisent des informations statistiques séparément et parfois contradictoires.

La finalité d'une revue technique et institutionnelle du système d'information statistique dans un domaine donné est de faire un état des lieux du système (structure, organisation, coordination, production et performance), d'évaluer son efficacité, de proposer un plan de renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour améliorer la production et l'analyse des principales données nécessaires à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques en faveur du domaine d'étude. Cela devrait aboutir à la création d'un cadre permanent de concertation entre les producteurs et utilisateurs de l'information statistique.

Le présent article décrit de façon générale, le processus d'une revue technique et institutionnelle d'un système d'information statistique (SIS) qui se déroule en huit étapes.

## I. Description du contexte et justification de la revue

Le contexte doit faire ressortir sans grand détail, les problèmes de production, de gestion et de l'utilisation de l'information statistique dans le domaine d'étude ciblé par la revue. Une telle analyse doit déboucher sur la justification de réaliser la revue dont les principaux objectifs sont :

- évaluer les forces et les faiblesses du SIS existant pour mesurer et analyser les indicateurs relatifs au domaine ;
- analyser les approches et les interventions des partenaires techniques et financiers qui soutiennent le SIS ;
- proposer un plan de renforcement des capacités techniques et institutionnelles du SIS pour assurer un meilleur suivi des indicateurs du domaine étudié.

## II. Élaboration d'une liste des principaux acteurs dans le domaine d'étude

Un SIS dans un domaine quelconque comprend les éléments suivants :

- les producteurs (privés ou publics) ;
- les utilisateurs (individus ou organisations) ;
- les sources de données ;
- l'information statistique proprement dite ;

- les méthodologies de collecte et d'analyse des données ;
- les ressources financières, matérielles et humaines ;
- les politiques ;
- les organes de coordination.

Ainsi, avant d'entamer une revue, il est indispensable d'identifier les acteurs (producteurs et utilisateurs). Cette liste est dressée par les experts ayant une bonne connaissance du domaine, bien sûr en concertation avec les acteurs. Dans tous les cas, l'institut national de la statistique ne doit pas être omis de cette liste.

## III. Élaboration d'une liste d'indicateurs recherchés dans le domaine d'étude

Cette étape mérite non seulement une concertation des acteurs, mais aussi une revue documentaire. Elle consiste à définir les indicateurs dont les utilisateurs ont besoin, ceux qui sont produits et ces indicateurs doivent être confrontés aux standards internationaux dans le domaine. Si nécessaire, les indicateurs doivent être catégorisés : i) principaux, ii) complémentaires, iii) contextuels, iv) futurs. De même, les niveaux de détails des indicateurs doivent être précisés : répartition par sexe, âge, niveau d'instruction, région, milieu de résidence, etc.

## IV. Élaboration des fiches de collecte d'informations sur les sources de données

Généralement, selon les domaines, on distingue trois principales sources de données statistiques. Il s'agit des enquêtes auprès des ménages ou du recensement général de la population, des enquêtes auprès des entreprises et des bases de données administratives.

Pour chaque source de données récente (en général, moins de 5 ans), la fiche doit permettre de recueillir des informations indispensables pour la mesure du phénomène étudié. Elle peut comprendre les rubriques suivantes :

1. Titre de l'enquête ou de la base de données administrative ;
2. Organisme responsable de l'enquête la plus récente ou de la base de données utilisée ;
3. Date de l'enquête la plus récente ;
4. Date de publication du rapport sur l'enquête la plus récente ;
5. Type de publication ;
6. Date de la prochaine enquête ;
7. Périodicité de la collecte des données et de la diffusion des résultats ;
8. Champ de l'enquête ou de la base de données administrative (sociale et géographique) ;

9. Sujets abordés ;
10. Concepts et classifications utilisés dans l'enquête la plus récente (conformité des définitions des concepts et des nomenclatures aux normes internationales) ;
11. Mesure du phénomène (analyse des questions posées) ;
12. Conception de l'enquête (questions méthodologiques) ;
13. Séries d'indicateurs disponibles sur le phénomène étudié ;
14. Modalités d'accès aux données.

## V. Collecte des informations techniques

C'est l'étape de la mise en œuvre de la fiche de collecte. Dans ce cadre, le calendrier des visites pour la collecte des données doit être communiqué à l'avance aux différents acteurs du SIS. Si possible, il faudra avoir un point focal dans chaque structure.

La collecte des informations techniques devra se faire à l'aide des fiches décrites plus haut. L'inventaire de l'ensemble des sources de données pertinentes existantes pour la mesure des indicateurs du domaine d'étude doit être réalisé. Tous les supports de collecte ainsi que les différentes publications et les notes méthodologiques doivent être recueillis pour leur exploitation. Les informations doivent être collectées non seulement sur les enquêtes dont les résultats sont déjà publiés mais aussi sur celles dont les données sont en cours de collecte ou d'analyse.

En se servant des éléments collectés, il est indispensable de faire l'inventaire de la disponibilité des indicateurs recherchés. Les indicateurs doivent être classés dans les rubriques suivantes : i) estimés et publiés, ii) mesurables mais non estimés et iii) non mesurables. Par ailleurs, des informations doivent être demandées sur les raisons de la non-estimation des indicateurs mesurables. De même, des ajustements de questionnaires doivent être proposés pour la prise en compte des indicateurs non mesurables par les différentes sources.

## VI. Collecte des informations institutionnelles sur la gestion de l'information statistique

Des informations doivent être recueillies sur les producteurs et les utilisateurs des

données statistiques du domaine d'étude. Il faudra notamment collecter au niveau de chaque structure productrice ou utilisatrice, des informations sur son statut, son rôle, ses tâches et sa responsabilité. Il est également important de chercher à déterminer l'étendue de la collaboration (synergie et concertation) entre les différents acteurs (producteurs seuls, utilisateurs seuls, producteurs et utilisateurs) concernés par le même domaine d'étude.

## VII. Collecte des informations institutionnelles sur les programmes pays et la coopération technique

Des informations doivent être collectées dans le domaine étudié, sur les différents projets et programmes qui pourront participer à son éclosion et à son développement.

Des informations doivent aussi être collectées sur la coordination des actions des partenaires techniques et financiers. Il s'agira, dans la mesure du possible, de s'approcher des partenaires intéressés par le domaine pour savoir si leurs actions sont coordonnées ou si chacun traite de façon bilatérale directement avec les administrations nationales sans informer les autres.

## VIII. Proposition d'un plan annoté de rédaction d'un rapport de revue

Ce point aborde un projet de plan documenté pour la rédaction d'un rapport de revue technique et institutionnelle. Ce plan doit comporter :

- Résumé exécutif ;
- Introduction ;
- Sources et qualité des données ;
- Mesure de l'information statistique ;
- Gestion de l'information statistique ;
- Programme pays et coopération technique dans le domaine d'étude ;
- Plan de renforcement des capacités techniques et institutionnelles ;
- Conclusion.

Chacune de ces sections doit être brève et faire apparaître les principaux résultats et conclusions de la revue.

### 1. Introduction

L'introduction peut porter sur les points suivants :

- description du rôle essentiel des données

statistiques dans la poursuite de l'objectif du développement du domaine d'étude, en particulier dans le pays qui fait l'objet de la revue ;

- identification du projet dans le cadre duquel la revue est réalisée et définition des objectifs principaux de la revue ;
- présentation très brève de la structure et les thèmes qui vont être abordés dans les sections suivantes de la revue.

### 2. Sources et qualité des données

L'identification des sources et l'évaluation de la qualité des données comportent deux parties.

Sur la base des informations réunies, cette section s'attachera, dans une première partie, à lister de façon exhaustive l'ensemble des sources de données disponibles pour la mesure des indicateurs recherchés et à décrire chacune d'elle en indiquant : le titre, la date et l'organisme responsable de chacune des enquêtes, la périodicité, le champ des enquêtes, les sujets abordés, les concepts et classifications utilisés, les critères selon lesquels les variables clefs sont définies, la conception des enquêtes, les modalités d'accès aux données, etc.

La fin de cette première partie devra inclure un tableau intitulé « Sources de données existantes ayant un intérêt pour le domaine étudié » répertoriant, par ordre d'importance, les sources de données disponibles, en mettant dans une première colonne le nom de l'enquête et dans une deuxième l'organisme responsable de l'enquête.

Dans la deuxième partie, la revue doit proposer un bilan critique de la qualité et du contenu des différentes sources de données statistiques disponibles. Elle mettra en évidence notamment les faiblesses des outils méthodologiques des services producteurs de ces données, et montrer dans quelle mesure les méthodes de collecte et de production des données statistiques sont en harmonie avec les recommandations et les standards internationaux.

### 3. Disponibilité des indicateurs

Cette section comporte trois parties. La première partie porte sur l'inventaire et l'état des indicateurs.

En se servant des éléments collectés dans la section sources et qualité des données, il est indispensable de faire l'inventaire des indicateurs recherchés. Ces indicateurs doivent être classés dans les rubriques

suivantes : i) estimés et publiés, ii) mesurables mais non estimés et iii) non mesurables.

Pour ce faire, il faudra dresser un tableau avec deux colonnes dont les intitulés devraient être :

**1<sup>re</sup> colonne :** « Indicateur », sous cette colonne, figurera la liste des indicateurs du domaine d'étude.

**2<sup>e</sup> colonne :** « Disponibilité des données », ici, la réponse peut être : i) estimé et présenté dans < Nom de la publication >, mesurable à partir de < Nom de l'enquête >, indisponible.

Une deuxième partie de cette section doit être consacrée à la présentation des raisons de la non-estimation des indicateurs mesurables. Dans cette partie, des propositions d'ajustement des questionnaires pour la prise en compte des indicateurs non mesurables par les différentes sources seront présentées.

Une troisième partie de cette section présentera dans un tableau les valeurs agrégées et désagrégées (si les données sont ventilées) les plus récentes des indicateurs estimés et présentés dans les rapports des enquêtes ou dans d'autres publications.

Ce tableau peut comporter les colonnes suivantes :

**1<sup>re</sup> colonne :** Nom de l'indicateur estimé et publié

**2<sup>e</sup> colonne :** « Valeur globale »

**3<sup>e</sup> colonne :** « Valeurs ventilées par sexe »

**4<sup>e</sup> colonne :** « Valeurs ventilées par groupe d'âge »

**5<sup>e</sup> colonne :** « Valeurs ventilées par zone rurale/urbaine »

**6<sup>e</sup> colonne :** « Valeurs ventilées selon d'autres variables »

**7<sup>e</sup> colonne :** « Source de données » ; cette colonne précise le nom et la date de l'enquête et de la publication à partir desquelles les valeurs renseignées dans les colonnes précédentes ont été obtenues.

#### 4. La gestion de l'information statistique dans le domaine d'étude

Ce quatrième point portera sur les aspects suivants :

- description des missions, du rôle et des tâches de l'ensemble des fournisseurs

et des utilisateurs de l'information statistique dans le domaine d'étude ;

- analyse de l'étendue de la collaboration (synergie et concertation) entre les producteurs d'information statistique d'une part, les utilisateurs d'autre part, et entre l'ensemble des acteurs ;
- analyse du degré de cohérence et de complémentarité de leurs actions (exemple : les producteurs répondent-ils aux besoins des utilisateurs et facilitent-ils l'accès aux données ? etc.) ;
- recherche des indicateurs statistiques redondants d'une source à l'autre signe d'un manque de concertation et de travail en commun entre les acteurs ;
- analyse de l'accès aux données disponibles ;
- présentation des contraintes et des perspectives des utilisateurs de l'information statistique du domaine d'étude en matière d'analyse des données, de diffusion des résultats et d'orientation des politiques publiques spécifiques.

#### 5. Programme pays et coopération technique dans le domaine d'étude

Ce cinquième point a pour objectif de présenter dans une première partie les principaux documents d'orientation des politiques économiques et sociales du pays, par exemple :

- la stratégie nationale de promotion du domaine d'étude ;
- la stratégie nationale de développement de la statistique ;
- les projets de coopération technique sur l'amélioration des statistiques du domaine.

Les contenus de ces différents programmes et projets doivent être analysés dans le but de faire ressortir leur intérêt par rapport au domaine d'étude. Il s'agira alors de préciser par rapport à chaque programme : i) l'organe d'exécution, ii) la période couverte, iii) les objectifs spécifiques, iv) les priorités, v) les résultats attendus, vi) la mise en œuvre et le suivi-évaluation, vii) les ressources et les contraintes.

Dans la deuxième partie, l'analyse doit mettre en exergue la coordination des actions des partenaires techniques et financiers.

#### 6. Proposition d'un plan de renforcement des capacités techniques et institutionnelles

Sur la base des informations recueillies et présentées dans les sections précédentes de la revue, il est important de faire des propositions de renforcement des capacités techniques et institutionnelles et des recommandations. Cela permettra d'assurer un meilleur suivi des indicateurs et de fournir toutes les données nécessaires à la formulation, au suivi et à l'évaluation de politiques publiques spécifiques en faveur du développement du domaine étudié (amélioration des ressources humaines formées, équipements pour la collecte et pour l'analyse, textes régissant la coordination des partenaires et la gestion du SIS, etc.).

#### 7. Conclusion

La conclusion de la revue devra faire apparaître toute autre information pertinente recueillie au cours des recherches. Elle résumera également de manière générale les informations présentées dans les sections précédentes.

#### Annexes du rapport de la revue

Les éléments suivants doivent figurer à l'annexe du rapport d'une revue d'un SIS :

- les fiches remplies sur les enquêtes auprès des ménages ;
- les fiches remplies sur les enquêtes auprès des entreprises ;
- les fiches remplies sur les bases de données administratives ;
- la liste des institutions et des personnes rencontrées lors de la revue ;
- une bibliographie dans laquelle seront répertoriés tous les documents utilisés lors de l'élaboration de la revue.

L'organisation des systèmes d'information dans les différents domaines de la statistique semble désormais un passage obligé non seulement pour mobiliser les synergies, mais également pour assurer une production de données statistiques cohérentes et pertinentes répondant aux besoins des utilisateurs. Les systèmes statistiques nationaux pourront s'y mettre progressivement en suivant la démarche générale exposée dans cet article.



# Nouvelles d'AFRISTAT

## Interview

### Appréciation du Directeur Général, six mois après sa prise de fonction.

**M. Cosme Z. VODOUNOU**, Directeur Général d'AFRISTAT depuis janvier 2012, nous livre ses appréciations sur l'Institution après six mois passés à sa tête.

**LLA : M. le Directeur Général, après plus de 150 jours à la tête d'AFRISTAT, pouvez-vous nous faire un bref bilan de l'Institution ?**

AFRISTAT, après quinze années d'existence opérationnelle, s'est hissé au rang de centre d'excellence dans le développement de la statistique en Afrique.

L'Institution a produit et mis à la disposition de ses États membres des outils conceptuels et méthodologiques conformes aux standards internationaux pour l'amélioration de leur infrastructure statistique. Ces actions ont permis de disposer aujourd'hui dans la quasi-totalité de ses États membres, d'appareils statistiques de niveau satisfaisant.

Cette satisfaction est également traduite dans la confiance que les partenaires techniques et financiers lui ont accordée en établissant des partenariats ou en le choisissant comme agence d'exécution de leurs projets dans le domaine de la statistique dans ses États membres et même en dehors de sa zone naturelle de couverture.

Les interventions d'AFRISTAT sont très appréciées pour ce qui concerne leur qualité technique et leurs effets globaux sur l'harmonisation et la comparabilité statistiques dans la sous-région. Ses progrès sont particulièrement remarquables dans des domaines comme les statistiques des prix, la comptabilité nationale, la conjoncture, les statistiques d'entreprises et les enquêtes auprès des ménages.

Des progrès sont également notables dans les États membres, notamment en matière

de la qualité et de la disponibilité d'informations statistiques. Cela est le fruit des appuis techniques d'AFRISTAT et de la qualité de la collaboration avec le réseau très actif des Instituts nationaux de statistique de ses États membres, considéré comme la meilleure « success story » d'AFRISTAT.

AFRISTAT est aujourd'hui, un acteur central en matière de développement statistique de la sous-région, voire même du continent.

**LLA : Après un bilan si positif, quelles sont les perspectives pour l'Institution ?**

Les perspectives sont de plusieurs ordres :

- maintenir AFRISTAT comme un centre d'excellence et de référence en matière de renforcement des capacités statistiques ;
- promouvoir le développement de la statistique africaine et mettre l'accent sur l'esprit d'équipe et le renforcement des capacités des experts pour une meilleure

visibilité de nos actions à travers la dynamisation de la fonction « observatoire » ;

- renforcer la collaboration avec les États membres et bâtir un partenariat solide avec les autres Institutions dans le domaine de la statistique.

Pour atteindre ces objectifs, AFRISTAT a besoin d'être restructuré. L'étude récente relative aux « réflexions stratégiques sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016-2025 » lancée depuis 2010 s'inscrit dans cette logique.

Mon ambition est d'œuvrer, d'ici à la fin de l'année 2015, pour la création de conditions favorables à la mise en œuvre du plan d'actions issu de cette étude.

**AFRISTAT,  
l'excellence au service  
du développement de la  
statistique en Afrique !**



*Les DG et DGA d'AFRISTAT entourés de quelques uns de leurs collaborateurs lors d'un moment de convivialité.*

# Activités de la Direction Générale

## 25<sup>e</sup> Réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT



Le Comité de direction d'AFRISTAT a tenu sa 25<sup>e</sup> réunion du 20 au 22 juin 2012 à Cotonou (Bénin). Les travaux ont été ouverts par M. Marcel de Souza, Ministre du Développement, de l'Analyse Économique et de la Prospective du Bénin. Dans son allocution d'ouverture, M. de Souza a salué les efforts déployés par AFRISTAT pour le développement de la statistique dans ses États membres et s'est félicité du rôle que joue l'institution dans le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux.

Auparavant, M. Babakar Fall, Directeur Général de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, Président du Comité de direction, a prononcé le mot de bienvenue.

Outre les points relatifs à la gestion quotidienne de l'institution, le Comité a examiné les résultats des réflexions stratégiques sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle et sur la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016-2025 et procédé à la sélection du Directeur général adjoint pour la période 2013-2016.

Au titre de la gestion courante, le Comité a approuvé le rapport d'activité 2011 et formulé des recommandations pour la poursuite des efforts de renforcement des capacités afin d'accompagner les États membres et les partenaires dans l'utilisation des nouveaux outils développés.

Le Comité a également donné quitus à la Direction générale sur sa gestion au titre

de l'exercice clos au 31 décembre 2011 et l'a invitée à mettre en œuvre les recommandations formulées par le Commissaire aux comptes et la Commission de contrôle de l'exécution du budget.

Le Comité a pris connaissance des résultats des réflexions stratégiques sur la restructuration organisationnelle d'AFRISTAT et de la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016-2025. Tout en félicitant la Direction générale pour la qualité des travaux réalisés, le Comité l'a invitée à poursuivre les réflexions pour lui proposer à sa prochaine réunion des recommandations et une feuille de route à soumettre à l'approbation du Conseil des Ministres. Poursuivant le processus de recrutement du Directeur général adjoint, le Comité a procédé à la sélection d'un candidat.

Les travaux se sont déroulés dans une atmosphère sereine et empreinte de cordialité. Le Comité a félicité la Direction générale pour la qualité des documents présentés et la bonne organisation des travaux.

La 26<sup>e</sup> réunion du Comité de direction se tiendra les 27 et 28 septembre 2012 à Abidjan (Côte d'Ivoire).



## Programme multinational de Renforcement des Capacités Statistiques des PMR de la BAD (PRCS-BAD)

Du 4 au 8 juin 2012, trois experts d'AFRISTAT ont participé au 4<sup>e</sup> atelier régional sur le PCI-Afrique que le département de la statistique de la Banque africaine de développement a organisé à Tunis. L'atelier a permis de valider les données collectées sur les prix au cours de l'année 2010, de passer en revue et d'exa-

miner les données sur les prix de l'année 2011, de valider les enquêtes spécifiques de comptabilité nationale et de faire le point sur le remplissage du formulaire MORES (Modèle de rapport sur les statistiques de dépenses). L'atelier a traité aussi des questions administratives et financières liées à la deuxième phase du

Programme de renforcement des capacités statistiques en vue du suivi des OMD et de la mesure des résultats (PRCS) qui s'était achevée le 31 décembre 2011.

Auparavant, M. Serge Jean Edi, expert économiste principal, avait représenté AFRISTAT à l'atelier de validation des don-

nées de l'infrastructure organisé aussi par la BAD, du 23 au 25 mai 2012 à Tunis (Tunisie). L'atelier a été consacré à la méthode de validation des données de

chaque modèle de questionnaire par les structures nationales.

La BAD a annoncé le démarrage imminent

de la troisième phase du PRCS dont le projet de Protocole d'accord est en cours d'examen au sein de la BAD et d'AFRISTAT.

## **Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA**

*Au cours de la période sous revue, les activités du projet ont été consacrées essentiellement au suivi de l'utilisation de l'application PHOENIX-UEMOA installée dans les pays et à la préparation des prochains ateliers de renforcement des capacités.*

Après les installations du logiciel réalisées dans les huit INS des pays de l'UEMOA au cours du premier trimestre 2012, les activités du deuxième trimestre ont été consacrées au suivi de son utilisation. Les échanges autour des problèmes liés à l'utilisation du logiciel ont permis de corriger

les anomalies constatées. Par ailleurs, un chronogramme a été arrêté pour la réalisation d'ateliers de renforcement des capacités des utilisateurs sur les aspects statistiques et informatiques avant la fin de l'année 2012. Ces ateliers concernent les utilisateurs nationaux sur les ques-

tions méthodologiques, l'utilisation de l'application et les appuis informatiques d'une part et les informaticiens d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA sur la prise en charge de la maintenance informatique d'autre part.

## **Projet « Modules d'initiation à la statistique à l'attention des agents non-statisticiens travaillant dans les services statistiques »**

*AFRISTAT a poursuivi, au cours de la période sous revue, les activités du projet « Modules d'initiation à la statistique » avec la validation des modules de formation produits par les consultants.*

Les membres du Comité de suivi ont poursuivi les échanges pour la validation des différents documents produits par les consultants. Les observations formulées vont permettre de disposer de documents finalisés à la fin du premier semestre 2012. Par ailleurs, AFRISTAT a préparé à l'attention du CESD-Statisticiens pour le dévelop-

pement et du Comité de gestion des projets de l'ADETEF, un rapport d'exécution technique et financière du projet pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012.

À la fin du mois de juillet 2012 quatre modules seront mis à la disposition des

SSN et des centres de formation statistique. Il s'agit des modules « Généralités sur le travail statistique », « Statistiques descriptives », « Élaboration des statistiques » et « Notions complémentaires sur les indices, la méthode des sondages, les comptes nationaux ».

## **Projet de mise en œuvre de la convention UEMOA/AFRISTAT pour l'accélération de la production des comptes nationaux**

*Au cours de la période sous revue, les activités se sont poursuivies avec un appui au Mali sur l'élaboration des comptes nationaux de 2009, du 11 au 22 juin 2012.*

■ En 2009, la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT ont signé un contrat de subvention intitulé « Appui à l'élaboration des comptes nationaux à travers l'animation d'ateliers techniques dans les États membres de l'UEMOA ». Le but du projet est d'harmoniser et de moderniser la production des comptes

nationaux dans les États membres de l'UEMOA, mais aussi de consolider l'implantation du SCN 93. Ses objectifs spécifiques sont le rattrapage du retard dans la production des comptes nationaux et la formation des comptables nationaux aux concepts du SCN 93 et aux techniques d'élaboration des comptes nationaux.

L'appui apporté à l'INSTAT du Mali s'inscrit dans ce cadre. Il a permis à l'INSTAT de traiter les données sources et de réaliser les équilibres ressources et emplois par produit et les comptes de branches de l'année 2009.

## **Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, Phase II (LMIS-AFRISTAT)**

AFRISTAT a bénéficié de la part de l'ACBF, de la prorogation pour une durée de 12 mois, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin

2013, du projet LMIS-ACBF. Le Directeur Général d'AFRISTAT a adressé à cet effet, une lettre de remerciement à la Secrétaire

Exécutive de l'ACBF. La revue à mi-parcours du projet sera réalisée au cours du second semestre 2012.

## **Projet de renforcement des capacités de mesure et d'analyse du travail décent (RECAP)**

Au cours de la période sous revue, la Direction générale d'AFRISTAT a adressé aux institutions qui servent de point focal au Bénin, au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal, une lettre les informant de l'organisation au cours du quatrième tri-

mestre 2012, des ateliers nationaux de renforcement de capacité en matière de collecte et d'analyse des données sur le marché du travail et le travail décent. Ces ateliers se dérouleront selon le calendrier ci-après :

- i) **Mali**, du 29 octobre au 2 novembre,
- ii) **Bénin**, du 12 au 16 novembre,
- iii) **Sénégal**, du 19 au 23 novembre et
- iv) **Burkina Faso**, du 26 au 30 novembre.

# Autres activités d'AFRISTAT

## Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

### Burundi

■ Du 7 au 11 mai 2012, M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques a réalisé auprès de l'Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU) une mission de diagnostic du système de production des statistiques de l'état civil. Cette mission a permis d'identifier les obstacles susceptibles de limiter la production des statistiques des faits d'état civil et de faire des propositions. La mission a également permis d'élaborer le document diagnostic du système de production des statistiques de l'état civil et des supports de collecte de données. Elle a aussi proposé un cadre institutionnel pour la collecte et la production des statistiques de l'état civil et un projet de protocole de collaboration entre la structure en charge de l'enregistrement des faits d'état civil et celle en charge de sa production statistique ainsi qu'une feuille de route pour la mise en place du système de collecte et de production des statistiques de l'état civil.

### Congo

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a effectué du 2 au 4 mai 2012, une mission d'appui au CNSEE (Centre national de la statistique et des études économiques) de Brazzaville en vue de la préparation de la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel du Congo (EESIC2). Les travaux de la mission ont porté sur i) l'examen et la finalisation de la méthodologie de l'EESIC2, ii) la proposition pour la mise à jour des bases de données cartographiques, iii) la révision des questionnaires de l'enquête et iv) la définition du calendrier de l'enquête.

■ M. Koriko a également appuyé, du 11 au 15 juin 2012, le CNSEE pour le traite-

ment des données de l'ECOM2 réalisée en 2011. Cette mission a permis le traitement des données du volet « consommation » de l'enquête, en vue de l'élaboration du profil de pauvreté au Congo. La mission a aussi permis de i) travailler sur l'apurement des données, ii) d'estimer le niveau et la structure des dépenses de consommation finale des ménages et iii) de calculer les indices spatiaux de prix et les déflateurs des dépenses de consommation par département.

■ M. Siriki Zanga Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, a effectué du 17 au 23 juin 2012, une mission d'appui technique au CNSEE. A la suite de la mission, AFRISTAT poursuit les échanges avec les membres de l'équipe technique de l'ECOM 2 sur les corrections des erreurs constatées dans les fichiers et l'analyse des données.

### Mali

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a réalisé une mission à l'INSTAT du 23 au 27 avril 2012. Cette mission a permis d'installer la version actuelle du logiciel PHOENIX et de calculer l'indice de janvier 2012.

### Mauritanie

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a effectué une mission d'appui pour la mise en œuvre de l'indice du coût de la construction (ICC) à l'ONS du 18 au 24 juin 2012. La mission a procédé à l'examen et à la validation des travaux réalisés depuis la première mission d'AFRISTAT en novembre 2011 et proposé les maquettes de présentation et de diffusion de l'indice. À l'issue de la mission, les pondérations de l'ICC ont été calculées et divers documents finalisés (méthodologie,

nomenclature, manuel de collecte, masque de saisie et de calcul). La mission a par ailleurs réalisé avec les cadres de l'ONS, des simulations de calcul de l'indice. Le premier indice est attendu en juillet 2012.

### Niger

■ Du 23 au 27 avril 2012, l'Institut national de la statistique a reçu l'appui technique de Paris21, de la CEA et d'AFRISTAT pour élaborer une feuille de route dans le cadre de l'évaluation et de l'élaboration de sa deuxième SNDS. AFRISTAT y était représenté par M. Oumarou Elhadji Malam Soulé.

Cette mission a permis d'informer et de sensibiliser tous les acteurs et les partenaires du système statistique national sur le processus d'évaluation et de révision de la SNDS et de proposer un projet de feuille de route indiquant le dispositif organisationnel à mettre en place pour l'évaluation et la révision de la SNDS.

### Sénégal

■ Les 5 et 6 juin 2012, M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, a contribué à l'animation de l'atelier de validation de la méthodologie et de l'adoption du questionnaire de l'enquête emploi organisé par l'ANSD à Dakar.

### ENSAE

■ Dans le cadre des appuis qu'AFRISTAT apporte aux écoles de statistique, M. Fall a dispensé, du 11 au 16 juin 2012, un cours sur les techniques de microsimulation aux élèves ingénieurs statisticiens économistes (ISE) de 3<sup>e</sup> année à l'ENSAE de Dakar.





# Activités internationales

■ Du 2 au 4 avril 2012, M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques a participé à la réunion de formation sur le programme africain d'amélioration accélérée des systèmes d'état civil et des statistiques vitales qui s'est déroulée à Pretoria (Afrique du Sud). Cette réunion a permis aux participants de s'approprier i) des buts et objectifs dudit programme ; ii) de l'approche multisectorielle du développement soutenue par les systèmes nationaux d'enregistrement de l'état civil et des statistiques vitales ; iii) et des outils disponibles pour évaluer la qualité des statistiques de l'état civil. Les participants se sont aussi appropriés d'outils de plaidoyer en vue de stimuler l'engagement politique de haut niveau dans leur pays respectif pour l'enregistrement des faits et des statistiques de l'état civil.

■ MM. Madior Fall et Siriki Zanga Coulibaly, respectivement, expert en statistiques sociales et expert en analyse de la pauvreté ont animé avec les experts de la Banque mondiale, du 9 au 13 avril 2012, à Saly/M'Bour (Sénégal), un atelier de formation sur la mesure de la pauvreté appliquée aux données de la deuxième enquête nationale sur la pauvreté au Sénégal (ESPS 2) réalisée en 2011. Cet atelier a permis de traiter les données de l'ESPS 2 et d'obtenir des estimations provisoires de la pauvreté en 2011 sur les mêmes bases méthodologiques qu'en 2005. Une dizaine de cadres de l'ANSD ont pris part audit atelier.

■ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a pris part le 12 avril 2012 à Abidjan (Côte d'Ivoire), à la 19<sup>e</sup> réunion du Comité d'orientation d'AFRITAC-Ouest. Au cours de cette rencontre, à laquelle ont pris part les partenaires techniques et financiers et les pays et institutions bénéficiaires, des questions de gestion courante ont été examinées. Ainsi, les rapports d'activité et financier 2011-2012, le programme de travail et le projet de budget 2012-2013 ont été approuvés. Les participants ont recommandé que le Centre se dote d'un plan de continuité pour parer à certains événements tels que

ceux survenus au Mali et qu'il appuie les pays pour l'organisation des sessions de restitution des ateliers/séminaires régionaux. Ils ont aussi réitéré leur souhait pour l'utilisation effective de la gestion axée sur les résultats (GAR) et d'un système informatique pour le suivi des interventions du Centre.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à la réunion de la Task force et du Comité technique sur l'harmonisation des indices des prix à la consommation dans les États membres de la CEDEAO organisée par la Commission de la CEDEAO du 07 au 11 mai 2012 à Niamey (Niger). Tous les États membres de la CEDEAO, la Commission de la CEDEAO et l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest y étaient représentés. L'atelier a permis de finaliser le guide méthodologique commun de compilation des indices des prix à la consommation au sein de l'espace CEDEAO.

■ MM. Ousman Koriko et Eric Ramilison, respectivement, expert en enquêtes auprès des ménages et expert régional du projet LMIS/ACBF ont participé à Addis-Abeba (Éthiopie), du 29 au 31 mai 2012, à la réunion régionale des experts statisticiens du travail, organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Cette réunion qui s'est tenue en prélude à la préparation de la 19<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens de travail (19<sup>e</sup> CIST), a permis d'échanger avec les pays africains sur les changements proposés pour la révision de la résolution de la 13<sup>e</sup> CIST de 1982, portant sur la population économiquement active, l'emploi, le chômage et le sous-emploi. Les principaux changements proposés pour la révision de la résolution ont porté sur les concepts suivants : i) la population en âge de travailler, ii) la main d'œuvre, iii) l'emploi, iv) le chômage et v) les indicateurs sur la sous-utilisation de la main d'œuvre. Une note d'information a été élaborée par AFRISTAT pour une large diffusion auprès des États membres.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a participé à la réunion des experts sur les indices des prix à la consommation tenue du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012 à Genève. Cette réunion est un forum de discussions et d'échanges sur les méthodologies et les pratiques sur les IPC. Les exposés ont examiné entre autres les thèmes suivants : les indices des prix des maisons résidentielles, les nouvelles méthodes de collecte, l'ajustement de qualité pour les services, les estimations avancées et les estimations révisables, les nouvelles formules de calcul, les sources des pondérations, l'intégration IPC-PCI, etc. Le représentant d'AFRISTAT a présenté une communication sur les résultats et les leçons tirées de son expérience de rénovation des IHPC dans l'UEMOA. La prochaine réunion aura lieu en 2014.

■ M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation des systèmes statistiques a représenté AFRISTAT à la première réunion du Groupe africain sur l'harmonisation des statistiques (AGSHA) qui s'est tenue du 19 au 21 juin 2012, à Pretoria (Afrique du Sud). La réunion a été organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et l'INS d'Afrique du Sud. La réunion a permis de discuter de l'alignement de la législation nationale de la statistique à la Charte africaine de la statistique et de la Stratégie nationale pour le développement de la statistique (SNDS) à la Stratégie sur l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA).

■ M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, a également participé à la réunion du Groupe des Partenaires techniques et financiers pour la statistique au Mali qui s'est tenue le 26 juin 2012. La réunion a permis de faire la situation sur la mise en œuvre des projets depuis mars 2012, de présenter des propositions pour une nouvelle organisation des groupes thématiques jusqu'à la fin de l'année.



# Échos des instituts nationaux de statistique

Cameroun  
[www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

## ■ Inventaire des routes rurales

Dans le cadre de la convention de partenariat technique entre le Ministère des travaux publics (MINTP) et l'INS, les travaux de terrain pour la deuxième phase de l'Inventaire des routes rurales (IRR) ont débuté en mai 2012 avec la formation des agents enquêteurs et le lancement de l'opération de collecte dans les régions de l'Est, du Littoral, du Nord-ouest et du Sud-ouest. Les opérations de collecte proprement dite vont se dérouler de mai à juin 2012 dans ces régions. Les outils de collecte sont les questionnaires, les GPS et les notebook. Les spécificités de cette phase sont (i) le déroulement simultané de la collecte, de la saisie et l'intégration partielle des données et (ii) le renforcement des équipes de terrain avec la présence d'un intégrateur dans la supervision départementale. La publication et la présentation des résultats sont prévues pour le troisième trimestre 2012.

## ■ Travaux relatifs à l'édition 2012 du rapport national de suivi des progrès vers l'atteinte des OMD

En prélude à la Conférence des Nations unies sur le Développement durable prévue du 20 au 22 juin 2012, l'INS a organisé les travaux d'élaboration de l'édition 2012 du rapport national de suivi des progrès vers l'atteinte des OMD.

Ces travaux, qui ont connu la participation des représentants des administrations sectorielles concernées par les indicateurs des OMD, ont bénéficié de l'appui financier du PNUD.

## ■ Atelier de finalisation de la nomenclature des activités et des produits

Du 23 au 27 avril 2012 à Mbalmayo, s'est tenu l'atelier de finalisation et de validation des nomenclatures d'activités et des produits du Cameroun avec l'appui financier du Projet de renforcement des capacités en gestion économique et financière du Cameroun (CAMERCAP). Il a connu la participation active des administrations productrices de données du Système national d'information statistique (SNIS). Au terme de cet atelier, les documents de nomenclatures finalisés, validés et adaptés à l'environnement économique actuel du Cameroun ainsi que les notes explicatives y relatives seront transmis au Premier Ministre à l'effet de rendre obligatoire l'uti-

lisation de ces nomenclatures par les services producteurs des statistiques officielles.

## ■ Élaboration de l'annuaire statistique du Ministère des Affaires Sociales

Dans le cadre du partenariat technique entre le Ministère des Affaires Sociales (MINAS) et l'INS pour la mise en place d'un système d'information sociale, les deux institutions se sont engagées depuis 2011 à produire l'annuaire statistique et la carte sociale du MINAS en vue de capter et d'évaluer l'offre et la demande de services publics et privés dans le domaine des affaires sociales. Au cours de cette même année 2011, la collecte et l'exploitation des données ont été effectuées. Un draft de l'annuaire statistique et un projet de répertoire des structures privées d'encadrement des cibles du MINAS ont été produits.

Au cours du deuxième trimestre 2012, un atelier de finalisation desdits rapports s'est tenu à Ebolowa du 08 au 11 mai 2012. Au terme de cet atelier, les documents ont été finalisés et transmis au MINAS pour édition et publication.

## ■ Enquête d'évaluation de la situation de référence dans la zone du projet PAEPA-Mru

Pour contribuer à l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement par les populations rurales camerounaises, le Gouvernement, à travers le Ministère de l'Eau et de l'Énergie et ses partenaires, envisage de mettre en œuvre le Projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement en Milieu rural (PAEPA-Mru) dans quatre régions du pays à savoir : le Nord-Ouest, l'Ouest, le Sud et le Sud-Ouest. Afin de mettre en place un dispositif de suivi/évaluation, le Ministère de l'Eau et de l'Énergie a sollicité l'appui de l'INS pour la réalisation d'une enquête de base dénommée Enquête d'évaluation de la situation de référence dans la zone du projet PAEPA-Mru (EESR/PAEPA-Mru). Cette enquête permettra de disposer d'un certain nombre d'indicateurs relatifs à l'accès et à l'utilisation de l'eau, à la prévalence et à l'impact des maladies liées à l'eau et à l'assainissement, à la connaissance, de l'attitude et des comportements des populations en matière d'eau. La collecte de données s'est déroulée au mois d'avril 2012. L'exploitation est en cours et le rapport d'analyse est prévu pour le mois de juillet 2012.

## ■ Enquête sur la pollution des eaux souterraines (EPESS)

Au cours du deuxième trimestre 2012, l'INS a mené une étude pilote sur la pollution des eaux de surface et souterraines à Yaoundé et son impact sur la santé des populations riveraines (EPESS). Cette étude a pour but de susciter la gestion durable de l'environnement dans la ville de Yaoundé pour l'amélioration des conditions de vie de ses populations.

## Guinée

[www.stat-guinee.org](http://www.stat-guinee.org)

## ■ Enquête Démographique et de Santé (EDS 4)

L'enquête démographique et de santé (EDS 4) a été lancée à Conakry, le 1<sup>er</sup> juin et se déroulera du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre 2012.

Le traitement des données sera étalé de juillet à novembre 2012 et les résultats provisoires sont prévus en novembre 2012. L'échantillon de l'enquête est de 7 200 ménages. Le volet biologique (test du paludisme et test du VIH) sera réalisé par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique à travers le Laboratoire national de référence.

La réalisation de l'EDS IV a bénéficié de l'appui financier de l'USAID, de l'UNICEF, de l'UNFPA, de la Banque mondiale, de l'OMS et de l'ONUSIDA pour un coût global (hors assistance technique) de 1 067 850 USD.

## ■ Lancement des journées de sensibilisation sur le troisième recensement général de la population et l'habitation

Le programme de sensibilisation de cette importante activité statistique est le suivant :

16 mars 2012 : lancement officiel du RGPH III dans la région administrative de Kindia (à Forécariah) ;

25 avril 2012 : réunion de sensibilisation des autorités de la ville de Conakry ;

4 juin 2012 : réunion de sensibilisation des autorités de la région administrative de Boké (à Boké)

## ■ Finalisation du rapport de l'enquête ELEP

L'Enquête légère pour l'évaluation de la Pauvreté (ELEP - 2012) est basée sur le Questionnaire des indicateurs de base du bien-être (QUIBB), qui fait partie de la dernière génération d'enquêtes auprès des ménages, développées par la Banque

mondiale en collaboration avec le PNUD, l'UNICEF et le BIT. L'ELEP – 2012, est la troisième expérience du genre, après celles de 2002 et de 2007.

Les objectifs assignés à l'ELEP - 2012 concernent principalement la mise à jour de l'ensemble des indicateurs socio-économiques établis en 2007.

L'ELEP – 2012 couvre l'ensemble du territoire national et concerne un échantillon de 7 632 ménages. Les domaines d'analyse retenus sont la région administrative et le milieu de résidence (urbain et rural).

La collecte des données sur le terrain s'est déroulée du 28 février au 31 mars 2012.

### Niger

[www.stat-niger.org](http://www.stat-niger.org)

#### ■ Nomination du Directeur Général de l'INS

M. Idrissa Alichina Kourgeuni a été nommé Directeur Général de l'Institut

national de la statistique (INS) par le conseil des ministres du mercredi 9 mai 2012. Il fut auparavant Directeur de la Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN) de 1988 à 1993.

#### ■ Installation de la Direction Régionale de l'INS au titre de la Région de Niamey

Le 18 juin 2012, s'est tenue dans la cour du Gouvernorat de Niamey, la cérémonie d'installation officielle de la Direction régionale de l'Institut national de la statistique (DR/INS) de la région de Niamey et du Comité régional du 4<sup>e</sup> Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2012), au titre de la région de Niamey.

### Sénégal

[www.ansd.sn](http://www.ansd.sn)

■ Durant ce deuxième trimestre 2012, l'activité de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), a été marquée par la restitution des résultats définitifs

de l'Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples (EDS-MICS).

■ Toujours dans le domaine des enquêtes, l'Agence a présenté également, à la fin du mois de juin 2012, les résultats préliminaires de l'Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II).

■ Par ailleurs, les activités liées à la cartographie se poursuivent dans le cadre de la préparation du Recensement général de la population et de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage au Sénégal (RGPHAE).

Cette cartographie devrait s'achever au mois de septembre 2012 pour permettre la réalisation du dénombrement au mois de décembre 2012. Cette étape se déroulera avec l'utilisation d'ordinateurs de poche (PDA). Les appuis des INS du Brésil et du Cap-Vert, qui ont déjà effectué l'opération avec la même technologie, seront d'un grand apport pour la réussite de ce recensement.



*La Rédaction de La Lettre d'AFRISTAT adresse ses vifs remerciements à ses correspondants dans les Instituts nationaux de statistique des Etats membres pour leur franche collaboration dans l'animation de la rubrique « Echos des INS »*



# Réunions, ateliers et séminaires

**Niamey, 19 - 28 juillet 2012**

Atelier de formation des utilisateurs du logiciel  
PHOENIX-UEMOA

**Paris, 5 octobre 2012**

Réunion des Ministres des finances de la Zone franc

**Lusaka, 1<sup>er</sup> - 3 août 2012**

Séminaire de rédaction des métadonnées pour les  
indicateurs du développement

**Bamako, 8 - 12 octobre 2012**

Formation des informaticiens pour la maintenance de  
Phoenix-UEMOA

**Abidjan, 24 septembre 2012**

17<sup>e</sup> Réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

**Bamako, 15 - 19 octobre 2012**

Formation des informaticiens des INS des Etats de  
l'UEMOA au logiciel PHOENIX-UEMOA

**Abidjan, 27 - 28 septembre 2012**

26<sup>e</sup> Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

**Abidjan, 15 - 19 octobre 2012**

Séminaire de comptabilité nationale

**Paris, 4 octobre 2012**

21<sup>e</sup> session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

**Ouagadougou, 29 - 31 octobre 2012**

Comité de suivi IHPC-UEMOA

## REVUE DES SITES WEB DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

AFRISTAT a repris la revue des sites web des INS de ses Etats membres en vue de favoriser leur visibilité.

AFRISTAT invite les INS à s'engager dans la mise en œuvre des opérations nécessaires à l'amélioration continue de leur site et la qualité du service rendu aux utilisateurs.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

**La lettre d'AFRISTAT** en envoyant un courriel à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Claude JOEGER,  
Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou Elhadji  
MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :  
IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739